

Opinion | Climat : pourquoi une taxe sur les transactions financières est nécessaire

Pour trouver des financements nouveaux tout en répondant à la demande de justice fiscale qui monte dans tous nos pays, le Parlement européen demande que l'on crée une taxe sur les transactions financières (TTF) « avant la fin juin 2023 ». Une démarche soutenue par 40 députés, de la majorité et de l'opposition, signataires de cette tribune.



(Shutterstock)

Par **tribune collective**

Publié le 22 juin 2023 à 11:03 | Mis à jour le 22 juin 2023 à 15:22

Des sécheresses jamais vues en Espagne et **dans plusieurs régions de France** . Plus de 20 millions d'hommes et de femmes qui souffrent de famine dans la Corne de l'Afrique... Est-il encore possible d'éviter le chaos climatique ?

Le **6e rapport du GIEC** insiste sur le besoin de financements beaucoup plus massifs pour isoler les maisons, investir dans les transports en commun, aider les agriculteurs à changer leurs pratiques tout en aidant les pays du Sud à faire face au dérèglement en cours.

Pour trouver des financements nouveaux tout en répondant à la demande de justice fiscale qui monte dans tous nos pays, le Parlement européen demande que l'on crée une **taxe sur les transactions financières (TTF)** « avant la fin juin 2023 ».

Climat et flambée des prix

Une taxe de 0,1 % pourrait rapporter chaque année 57 milliards d'euros.

Pourquoi un calendrier aussi rapide ? Parce qu'il faut faire face à deux urgences : le climat mais aussi la flambée des prix, dont les conséquences sont de plus en plus visibles pour des millions de ménages et un grand nombre d'entreprises.

Alors que c'est en Europe que le prix de l'énergie a flambé depuis le début de la guerre en Ukraine, ce sont les Etats-Unis qui ont dégagé les premiers : en août dernier, Joe Biden a fait voter la loi de réduction de l'inflation et de soutien à l'industrie verte (IRA), qui prévoit 369 milliards de dollars de subventions sur dix ans. Des subventions massives qui seront automatiques, immédiates et de longue durée.

IRA européen

Si l'Europe n'est pas capable de réagir très vite dans certains domaines, il faudra être fou pour investir encore sur notre continent. On peut craindre des délocalisations massives dans de nombreux secteurs clés pour notre avenir comme l'hydrogène vert et les batteries électriques. Rien qu'en France, on estime que 150.000 emplois pourraient être détruits en quelques années.

Il est urgent pour l'Europe d'apporter une réponse à la hauteur des 369 milliards américains. L'idée de la TTF est très consensuelle au Parlement européen : lors d'un premier vote, le 16 février, un amendement qui demandait la mise en place de la « TTF avant la fin juin 2023 » a été déposé par les sociaux-démocrates et a été voté par 80 % des députés de droite, et même 92 % des députés CDU/CSU, la droite allemande.

Débloquer la situation

Depuis des années, la France bloquait la négociation, n'acceptant qu'une taxe qui ne concernerait que 1 % des transactions financières (comme la TTF existant déjà en France). Cette taxe au rabais est refusée par nos voisins mais l'urgence climatique et le risque de délocalisations massives dans notre industrie sont tellement évidents que nous sommes persuadés que la France peut aujourd'hui débloquer la négociation, en acceptant la solution proposée par la Commission européenne et le Parlement européen.

Les 22 et 23 juin, Emmanuel Macron organise un grand sommet sur le financement des politiques climatiques. Nous sommes convaincus que si le président de la République annonce son soutien à une vraie TTF européenne, cette rencontre pourrait être historique et permettre un nouveau départ dans les relations Nord-Sud.

Réconcilier Nord et Sud

Les relations entre la France et l'Afrique sont de plus en plus tendues. Il est difficile de croire que la France peut en même temps organiser ce Sommet et bloquer la seule solution qui permet de trouver plusieurs dizaines de milliards chaque année pour les politiques climatiques.

Que ce soit pour réconcilier les pays du Sud avec les pays du Nord, réconcilier les peuples d'Europe avec leurs dirigeants, renforcer nos politiques climat, lutter contre les délocalisations et aider toutes celles et ceux qui souffrent de la flambée des prix, il est urgent de créer enfin une taxe sur les transactions financières.

